



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/54/502
S/1999/1097
27 octobre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-quatrième session
Points 63 et 90 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE
ÉTUDE D'ENSEMBLE DE TOUTE LA QUESTION
DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX
SOUS TOUS LEURS ASPECTS

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 26 octobre 1999, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du
26 octobre 1999, que vous adresse S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant de
la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de
la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au
titre des points 63 et 90 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 26 octobre 1999, adressée au Secrétaire général
par M. Aytuğ Plümer

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration que le représentant chypriote grec a faite lors de la séance que la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) a tenue le 20 octobre 1999 au titre du point 90 de l'ordre du jour intitulé "Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects". La déclaration en question contient des allégations qui déforment la réalité à Chypre. Puisque je me vois refuser le droit d'intervenir devant cette commission, la partie chypriote grecque ayant usurpé le titre de "Gouvernement de Chypre", je me trouve dans l'obligation de faire ma mise au point par écrit.

Le représentant chypriote grec prétend que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a été établie en 1964 à la suite d'un "recours introduit par Chypre devant le Conseil de sécurité contre la Turquie", ce qui donne l'impression – fausse – que c'était la Turquie, et non pas l'administration chypriote grecque elle-même, qui était à l'origine du problème chypriote en décembre 1963. La réalité est que la Force avait été établie et dépêchée sur l'île en vertu de la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité, en date du 4 mars 1964, afin d'empêcher le massacre aveugle et général de Chypriotes turcs sur tout le territoire de l'île par des éléments chypriotes grecs puissamment armés. Des centaines de Chypriotes turcs sans défense ont été victimes des atrocités chypriotes grecques et le quart des habitants chassés de chez eux et leurs villages complètement rasés.

Le représentant chypriote grec fait état de "l'invasion et la division forcée de 1974" et de "la poursuite de l'occupation militaire" de l'île. Il passe sous silence le fait que le 15 juillet 1974, la Grèce et ses collaborateurs sur l'île ont perpétré un coup d'état sanglant à Chypre visant à annexer de force Chypre à la Grèce. Devant le danger imminent pesant sur le peuple chypriote turc, la Turquie n'a eu d'autre choix que d'exercer ses droits et obligations définis par le Traité de garantie de 1960, en intervenant le 20 juillet 1974. Il s'agissait d'une intervention légitime qui a permis d'éviter que l'île ne soit colonisée par la Grèce et que des Chypriotes turcs ne soient massacrés. La présence militaire de la Turquie sur l'île est un écran de protection indispensable et efficace contre les menées agressives des Grecs/Chypriotes grecs, compte tenu des expériences amères de la période 1963-1974.

Je tiens à souligner que c'est l'attaque armée dirigée par les Chypriotes grecs en décembre 1963 contre les Chypriotes turcs et le régime binational qui a conduit à la partition de l'île, les Chypriotes turcs étant forcés de vivre dans des enclaves, privés du strict minimum et de leurs droits fondamentaux pendant les 11 ans qui ont précédé l'intervention turque légale de 1974.

Si nous n'avons pas réussi à trouver une solution au problème chypriote pendant de nombreuses décennies, c'est parce que nous n'avons pas pris le problème à sa source. La leçon à tirer de l'opération de maintien de la paix à

/...

Chypre est qu'il ne peut pas y avoir de maintien de la paix lorsqu'une des parties au conflit usurpe le siège du gouvernement et l'utilise pour persécuter son ancien partenaire. Tant que ces mesures illégales sont cautionnées par la communauté internationale, le régime usurpateur cherchera à consolider son statut illégal au lieu de respecter l'égalité souveraine, voire l'existence de cette partie même qu'il avait voulu supprimer au départ. Jusqu'ici, les opérations de maintien de la paix à Chypre n'ont rien donné justement parce que les deux parties n'ont pas été traitées de manière équitable et juste, ce qui a permis à l'une d'entre elles de prendre des mesures unilatérales qui ont réussi à saper toutes les bases d'une solution qui s'était amorcée au fil des ans dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général.

Les constantes allégations de la partie chypriote grecque montrent qu'elle n'est pas disposée à reconnaître l'existence de deux États distincts qui constitueront le cadre d'un nouveau partenariat fondé sur l'égalité souveraine des deux parties coexistant à Chypre. Les parties qui s'intéressent à un règlement pacifique doivent traiter les deux États à Chypre sur un pied d'égalité, si elles veulent inciter la partie chypriote grecque à trouver un règlement réaliste au conflit.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre des points 63 et 90 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER
